

**Réponse de Dauphin telecom**

**Question 1 :** les contributeurs sont invités à commenter les évolutions envisagées en faveur de l'extension du dégroupage.

Création du nouvel NRA de la Savane pour réduire l'affaiblissement des lignes éloignées du NRA de Marigot et amélioration de la distribution du NRA de Quartier d'Orléans pour améliorer la couverture d'Oyster Pond.

**Question 2 :** par ailleurs, l'Autorité observe un ralentissement dans l'extension du dégroupage avec cartes SDSL. Les opérateurs sont invités à faire part de leurs intentions quant à la poursuite (en précisant le rythme d'extension) ou l'arrêt du dégroupage des NRA sur technologie SDSL. Ils préciseront également, si possible, les causes perçues de ce ralentissement.

Nous n'avons pas observé de ralentissement dans l'extension du dégroupage avec cartes SDSL car le déploiement de la fibre optique à Saint Martin et Saint Barthélemy reste très limité et nous continuons d'utiliser cette technologie.

**Question 3 :** Dans le but d'améliorer l'efficacité des processus de gros pour l'ensemble des opérateurs, l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part des mesures envisageables, susceptibles de réduire le volume de lignes à construire et d'utiliser au maximum les lignes existantes lors des commandes d'accès en dégroupage.

Il faut utiliser au maximum les commandes de dégroupage sur ligne inactive, et les couts mensuels de Setiar doivent être revus, de façon à utiliser ce logiciel au maximum de ses capacités.

Nous sommes dépendants d'un logiciel propriétaire d'Orange et nous n'avons aucune latitude pour intervenir.

**Question 4 :** l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part de leurs remarques concernant les perspectives envisagées pour le dégroupage opérationnel et à soulever le cas échéant des points non identifiés dans le présent document.

Orange doit améliorer l'information donnée dans les échanges de fichiers et respecter les délais de dégroupage qui trop souvent sont hors délai contractuel.

**Question 5 :** les contributeurs sont invités à commenter les deux scenarii envisagés pour l'émergence de services de medias audiovisuels dans la zone non dégroupée et à comparer de leur point de vue ces scenarii en fonction de leur faisabilité, de leur coût, de la rapidité de leur mise en oeuvre et de leur impact.

NA



**Question 6 :** les contributeurs sont invités à commenter le dispositif envisagé par l'Autorité, au stade des perspectives, susceptible de contrôler le rythme de l'ouverture des services de medias audiovisuels par Orange dans la zone non dégroupée.

Dauphin Telecom n'est pas concerné par les questions 5 et 6 et n'utilise pas les services de medias audiovisuels par Orange

**Question 7 :** les contributeurs sont invités à se prononcer sur le diamètre de câble nécessaire et suffisant pour le déploiement dans des conditions techniques raisonnables (robustesse et durabilité du câble) d'un lien contenant 6 paires de fibre optique, tant pour les déploiements en conduite que pour les déploiements aériens.

Pour Saint Martin et Saint Barthélemy, nous préconisons au minimum 5 mm et de préférence 6 mm.

**Question 8 :** l'Autorité invite les contributeurs à commenter son analyse quant aux déploiements possibles en vue de préparer le FttH et souhaiterait que les acteurs se prononcent sur l'arbitrage qu'ils pourraient faire entre les différents cas de déploiement listés ci-dessus (ou éventuellement d'autres situations de déploiement non identifiées dans le présent document). Par ailleurs, l'Autorité souhaite interroger les contributeurs sur les critères de dimensionnement en nombre de fibres optiques nécessaires pour préparer les déploiements futurs de réseaux FttH ou FttO.

Dauphin Telecom est en localisation distante au NRA et déploie son propre réseau de fibre optique. Nous sommes favorables au déploiement mutualisé de fibre optique entre le NRA et le sous répartiteur. Le cas n° 1 nous paraît plus avantageux et adapté à la situation de Dauphin Telecom.

**Question 9 :** l'Autorité invite les contributeurs à commenter la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit.

Dauphin Telecom privilégie au maximum le génie civil en souterrain notamment en raison des risques cycloniques et garde l'aérien pour des raccordements temporaires.

**Question 10 :** l'Autorité invite les contributeurs et en particulier les collectivités territoriales ayant réalisé des projets de NRA-ZO à se prononcer sur la possibilité, sous réserve du respect des règles de la commande publique, qui pourrait leur être offerte de faire entrer leur NRA-ZO dans le cadre réglementaire des NRA-MeD.

Dauphin Telecom n'a pas réalisé de projets NRA ZO, nous l'avons envisagé il y a quelques années sur la zone blanche de Cul de Sac mais Orange a finalement créé un nouvel NRA 97127GCE sur cette zone.





**Question 11 :** l'Autorité invite les acteurs à se prononcer quant à la clarification envisagée des obligations imposées à Orange concernant son offre de *bitstream* cuivre symétrique.

Nous sommes favorables à une clarification des tarifs et des obligations d'Orange sur son offre bitstream cuivre.

**Question 12 :** Les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques.

Dauphin Telecom partage l'analyse de l'ARCEP concernant l'élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange.

**Question 13 :** Les contributeurs sont invités à réagir sur la pertinence du périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil au regard de leurs déploiements ou de leurs intentions de déploiements de boucles locales optiques. Les opérateurs sont également invités à identifier les éventuels freins attachés aux processus de commande d'accès présents dans l'offre et qui feraient obstacle au déploiement de nouvelles boucles locales optiques, notamment dans les zones moins denses du territoire.

Les limites doivent être moins contraignantes pour l'Opérateur, ainsi que le process d'étude de faisabilité qui doit être revu, notamment en terme de délai, aujourd'hui beaucoup trop long, minimum 8 semaines et en terme de coût.

**Question 14 :** Les contributeurs sont invités à indiquer s'ils identifient des limitations dans l'offre d'accès au génie civil de nature à freiner l'émergence de marchés et services innovants. Les contributeurs sont invités le cas échéant à préciser les services innovants à prendre en compte dans la régulation de l'accès au génie civil, à caractériser les enjeux économiques sous-jacents et à évaluer l'opportunité d'un éventuel élargissement de l'offre d'accès au génie civil dans le cadre de l'analyse du marché 4.

Les conditions d'accès sont aujourd'hui très limitées, notamment en terme de délais, beaucoup trop long. Par ailleurs, l'étude de faisabilité LGC demande un courrier du gestionnaire de voirie qui ne comprend pas cette demande car les fourreaux appartiennent à Orange et aucun travaux de génie civil n'est nécessaire dans ce cas, par exemple nous avons mis presque 1 an pour avoir le courrier de la Mairie de Baie Mahault concernant notre demande d'étude de faisabilité d'une LGC à Jarry (AR OK depuis le 12/08).

**Question 15 :** l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien de l'offre d'hébergement et à formuler des remarques concernant d'éventuelles améliorations.

Dauphin Telecom n'utilise pas actuellement l'offre d'hébergement et est en localisation distante mais est favorable au maintien de cette offre.



**Question 16 :** l'Autorité invite les acteurs à formuler leurs remarques relatives aux pistes d'évolutions envisagées pour l'offre LFO et à proposer le cas échéant d'autres évolutions non identifiées dans le présent document.

L'offre LFO est aujourd'hui trop restrictive, et malgré plusieurs demandes nous n'avons pas jamais pu souscrire à ce service. Par exemple, LFO Gustavia – Lorient, 3 demandes d'étude de faisabilité négatives pour cause de saturation réseau, 4eme demande d'étude de faisabilité positive mais délai de mise à disposition de 20 semaines et facturation de travaux de génie civil alors qu'aucun travaux n'est nécessaire, ce qui a entraîné un nouveau retard sur ce dossier.

Autre exemple, demande de faisabilité positive Jarry – Ste Anne, puis rejet car nous ne sommes pas présents au NRA en dégroupage. La faisabilité technique a été démontrée mais commercialement l'offre n'est pas adaptée.

**Question 17 :** les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'éventualité d'une analyse de marché spécifique au segment de la collecte.

Dauphin Telecom est favorable à une analyse de marché spécifique au segment de la collecte mais celle-ci doit être réalisée dans des délais raisonnables.

**Question 18 :** Les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l'offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d'amélioration.

De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d'offres du marché entreprises.

NA

**Question 19 :** Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires concernant le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes.

NA

**Question 20 :** les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur les délais de prévenance associés à la fermeture d'un NRA.

Dauphin Telecom est d'accord avec le délai de 5 ans. Dans le cas de Saint Martin et de Saint Barthélemy il s'agit plutôt d'ouvrir de nouveaux NRA dans des délais raisonnables, par exemple celui de la Savane.

**Question 21 :** Les contributeurs sont invités à réagir sur les éléments présentés dans cette partie en lien avec la migration du réseau de cuivre vers les réseaux de fibre optique. En particulier, les opérateurs sont invités à préciser quels sont leurs besoins en termes de visibilité sur les déploiements (position des NRO, rythme de déploiement) et quelles sont les possibilités d'améliorer cette visibilité.

Ouvert du lundi au vendredi - 8h30/18h et le samedi - 9h/12h

12, rue de la République - Marigot - 97150 Saint Martin - Tél : 0590 29 00 77 - Fax : 0590 87 30 34

Rue Oscar II - Gustavia - 97133 Saint Barthélemy - Tél : 05 90 52 09 92 - Fax : 05 90 52 81 48

Hotline Technique : 0809 139 555 - [www.dauphintelecom.com](http://www.dauphintelecom.com)

Licence opérateur fixe et mobile L 33.1 et L 34.1 accordée par arrêté ministériel du 19/10/1998 - SAS au capital de 502 927,30 euros - RCS B419 964 010 Basse-Terre



Les territoires de Saint Martin et Saint Barthélemy ne sont pas concernés pour l'instant par cette migration, mais Dauphin Telecom est d'accord avec les propositions formulées et souhaitera obtenir la liste des lignes téléphoniques concernées par cette migration.

**Question 22 :** Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur la migration technologique vers l'Ethernet et sur les mesures envisagées par l'Autorité pour accompagner la fermeture des offres.

NA

**Question 23 :** Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires quant à la perspective de la fermeture technique des LPT structurées.

NA

**Question 24 :** L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT 2 Mbit/s. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions s'agissant de la gestion de la fin de vie des LPT 2 Mbit/s (notamment en termes de préavis et d'information préalable).

NA

**Question 25 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur un éventuel allègement des obligations tarifaires sur les liaisons d'aboutement.

NA

**Question 26 :** L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse des besoins en débits supérieurs à 100 Mbit/s ou inférieurs à 10 Mbit/s sur fibre optique.

Dauphin Telecom a souscrit 3 offres CIDOM, 2 à 10Mbit/s et 1 à 50 Mbit/s mais les tarifs sont beaucoup trop chers et non adaptés aux tarifs appliqués dans la région, soit 90 Euros le Mbit/s contre \$24 à Porto Rico. Ce tarif excessif nous freine dans notre développement alors que nous avons besoin d'augmenter ces débits.

**Question 27 :** L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien envisagé des obligations sur les liaisons LPT THD. Par ailleurs, les contributeurs sont invités à préciser leurs attentes et leurs suggestions quant à la gestion de la fin de vie des LPT THD (notamment en termes de préavis et d'information préalable).

NA

**Question 28 :** Les contributeurs sont invités à formuler d'éventuelles observations concernant l'analyse proposée des problématiques relatives à la fluidité du marché.

Dauphin Telecom partage l'analyse proposée des problématiques relatives à la fluidité du marché.

**Question 29 :** L'Autorité invite les acteurs des territoires ultra-marins à lui communiquer dès à présent les éléments utiles à la mise en place d'un dispositif de suivi des tarifs des circuits interurbains interterritoriaux, notamment dans la zone Antilles. Ils préciseront, si possible, les causes perçues du niveau élevé de ces tarifs.

Dauphin Telecom a alerté à plusieurs reprises de la situation de duopole entre Orange et GCN et est tout à fait favorable à la mise en œuvre d'un dispositif de surveillance renforcée des tarifs des circuits interurbains interterritoriaux.

Nous pensons que l'un des facteurs de coût est le « droit de passage », service de backhaul, service « OSM Diverses » qu'Orange perçoit sur le câble ECFS du fait de son monopole d'accès à cette infrastructure.

A notre connaissance, cette prestation n'existe que sur ce câble.

Pour la comparaison « internationale » nous pensons qu'une comparaison avec notre environnement géopolitique serait plus adaptée soit le bassin caribéen. A notre connaissance les grands nœuds d'échanges sont : Miami, Porto Rico et St Croix.

Ensuite, les autres pistes possibles pour l'analyse des coûts sont :

- Le prix d'achat à Porto Rico, St croix, Miami, New York, Paris.
- La liste des contrats d'échange de capacité avec d'autres câbles.
- Le choix des équipements (Hyawei, Alcatel, NSN...etc).
- La capacité allouée (1Go, 30Go ou 100Go...etc).
- La durée de vie du câble.
- Le contrat de maintenance.
- Le contrat d'assurance.
- Les travaux qui ont été effectués sur le câble.
- Le contrat d'intervention pour travaux.

...etc

Concernant Saint Barthélemy, s'assurer de la bonne orientation vers les coûts des prestations de GCN nous paraît indispensable, et nous rappelons que le surcoût de cette liaison supportée par

Ouvert du lundi au vendredi - 8h30/18h et le samedi - 9h/12h

12, rue de la République - Marigot - 97150 Saint Martin - Tél : 0590 29 00 77 - Fax : 0590 87 30 34

Rue Oscar II - Gustavia - 97133 Saint Barthélemy - Tél : 05 90 52 09 92 - Fax : 05 90 52 81 48

Hotline Technique : 0809 139 555 - [www.dauphintelecom.com](http://www.dauphintelecom.com)

Licence opérateur fixe et mobile L 33.1 et L 34.1 accordée par arrêté ministériel du 19/10/1998 - SAS au capital de 502 927,30 euros - RCS B419 964 010 Basse-Terre





Dauphin Telecom n'est pas répercutée sur nos tarifs appliqués à Saint Barthélemy qui sont les mêmes qu'à Saint Martin.

**Question 30 :** L'Autorité invite les acteurs des territoires ultra-marins à lui faire part d'éventuels autres projets pouvant avoir un impact sur la situation concurrentielle d'un segment.

Dauphin Telecom utilise une offre CIDOM en Guyane 10 Mbit/s à 90 Euros le Mbit/s et nous sommes favorables à l'arrivée d'un nouveau câble.

**Question 31 :** L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses.

NA

**Question 32 :** L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse sur la problématique de la complétude à terme des déploiements en zones très denses. En particulier, les opérateurs sont invités à faire part de leurs retours d'expérience sur les premiers déploiements de point de mutualisation desservant des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel.

NA

**Question 33 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de se fonder sur les réseaux mutualisés pour répondre aux besoins des entreprises, et à préciser les conséquences à en tirer en matière d'architecture technique.

Dauphin Telecom est d'accord pour s'appuyer sur des réseaux mutualisés qui cependant sont difficiles à mettre en œuvre dans des territoires insulaires.

**Question 34 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'analyse préliminaire de l'Autorité quant à l'émergence à terme d'offres entreprises sur BLOM.

Dauphin Telecom partage l'analyse de l'ARCEP

**Question 35 :** l'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOM dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc.

Dauphin Telecom est d'accord pour mutualiser les futurs travaux notamment pour limiter les travaux de génie civil sur la voie publique.



**Question 36 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter les outils de contrôle comptable et tarifaire concernant l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et également l'articulation entre régulation symétrique et asymétrique sur ce sujet.

Il nous semble judicieux que l'ARCEP mette en place un modèle de coût.

**Question 37 :** Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter le cadre réglementaire ou de préciser sa mise en oeuvre concernant les processus d'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et le principe de non-discrimination.

Dauphin Telecom tient à signaler à l'ARCEP qu'Orange continue de faire signer aux aménageurs, des conventions unilatérales et qui ne vont pas dans le sens du principe de mutualisation et de non discrimination (quel que soit le support, fibre optique ou paire de cuivre).

**Question 38 :** Les contributeurs sont invités à réagir sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions permettant l'émergence et le développement des offres activées à très haut débit fixe.

Dauphin Telecom partage l'analyse de l'ARCEP.

**Question 39 :** Les contributeurs sont invités à se prononcer sur l'existence d'une telle zone de concurrence par les infrastructures et, le cas échéant, à fournir des éléments objectifs permettant de la caractériser.

Dans le cadre de notre déploiement à Ste Anne, nous n'avons pas trouvé d'offres adaptées à nos besoins.

**Question 40 :** Les contributeurs sont invités à commenter le dispositif de régulation envisagé.

Dauphin Telecom n'a pas de commentaires supplémentaires.

**Question 41 :** L'Autorité invite les acteurs à commenter le dispositif de régulation envisagé et à formuler leurs éventuels commentaires quant au niveau tarifaire des offres de détail d'OBS.

Dauphin Telecom dénoncent les tarifs excessifs des offres de détails d'OBS et des délais de mise en service trop longs.

## **Conclusion :**

Si nous devons résumer le marché haut et du très haut débit ce serait :

« Etude de faisabilité trop longues (de 8 semaines à 20 semaines) et tarifs trop chers ».

Nous sommes aujourd'hui à la veille d'ouvrir nos réseaux VDSL2 (octobre 2013) et FTTH (septembre 2013) dans des conditions économiques très défavorables.

Enfin nous regrettons que la question du calendrier des validations des technologies par le comité d'expert cuivre (dont nous faisons partie) ne soit pas abordée dans cette consultation

Ouvert du lundi au vendredi - 8h30/18h et le samedi - 9h/12h

12, rue de la République - Marigot - 97150 Saint Martin - Tél : 0590 29 00 77 - Fax : 0590 87 30 34

Rue Oscar II - Gustavia - 97133 Saint Barthélemy - Tél : 05 90 52 09 92 - Fax : 05 90 52 81 48

Hotline Technique : 0809 139 555 - [www.dauphintelecom.com](http://www.dauphintelecom.com)

Licence opérateur fixe et mobile L 33.1 et L 34.1 accordée par arrêté ministériel du 19/10/1998 - SAS au capital de 502 927,30 euros - RCS B419 964 010 Basse-Terre





sachant que les technologies : VDSL2 sur lignes indirectes, VDSL2 au sous répartiteur et FTTPDP dépendent des travaux menés par ce groupe.